

EXPRESSION DU MONDE ECONOMIQUE

PLAN DE PRESENTATION



- Entreprises et établissements d'enseignements supérieurs membres de l'AUDE
- Composition du conseil d'administration
- Liste et fonctionnement des commissions
- Le 1^{er} Quartier d'affaires européen - les chiffres clés de La Défense
- Un territoire stratégique du Grand Paris

L'association fédère aujourd'hui une soixantaine de grandes entreprises et établissements de l'enseignement supérieur.

Elle représente, **près de 85%** des surfaces de bureaux et de commerces et **88 %** des salariés du quartier d'affaires de La Défense.

L'AUDE souhaite élargir son recrutement aux PME et intégrer de nouvelles startups.

Elle fonctionne comme un véritable club d'entreprises à travers ses commissions, avec des échanges réguliers de bonnes pratiques et de services aux entreprises entre l'ensemble des membres.

Elle contribue à la richesse architecturale de La Défense par la qualité des projets de ses membres.

LES MEMBRES DE L'AUDE



AEW CILOGER

AIR LIQUIDE

ALLIANZ

ASTRAZENECA

AVIVA

BANQUE de FRANCE

BNP PARIBAS

BOUYGUES GROUPE

BUREAU VERITAS

CHAUMEIL

COFIA – EUROPRESTIM

COMEXPOSIUM

COVIVIO

DELOITTE

EDF

ENGIE

ENEDIS

ERES

EURONEXT

ESSEC

E&Y

FIDAL

FONCIA

GECINA

GENERALI

GRAS SAVOYE

GROUPAMA IMMOBILIER

HINES

ICADE

IESEG School Of Management

INDIGO – Parkings de La Défense –Sepadef

INTERFACE

INVIVO

JLL - TETRIS

KPMG

LEONARD DE VINCI – Pôle Universitaire

MACSF

NEXITY

NEXITY Conseil et transaction

RTE

SAINT- GOBAIN

SAMSIC

SOCIETE GENERALE

SODEXO

STET

SUEZ Groupe

TECHNIP

THALES

TISHMAN SPEYER

TOTAL

UNIBAIL- RODAMCO - WESTFIELD

UNIVERSITE PARIS NANTERRE

VERALLIA

VINCI

WOODEUM

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AUDE



Présidence

Jean-Yves DURANCE
Président AUDE
Conseil de développement Paris la Défense

Stéphanie FOURNIER
Secrétaire Général

Emeric FAGNOT
Trésorier

Cédric de LA MAISONNEUVE
TOTAL–conseil de développement PLD

Xavier de SAQUI de SANNES
Aew Ciloger

Jean-Jacques LEFEBVRE
Unibail Rodamco Westfield

Guillaume POITRINAL
WO2

Denis LACROIX
Saint-Gobain

Cédric de LESTRANGE
Personnalité qualifiée

Eric BOUSREZ
Société Générale

Gilles ALARD
Engie

Eric DONNET
Groupama

Gaële SALAUN
Edf

Coordination des commissions
Stéphanie FOURNIER

François POISSON
Bnp paribas

IMMOBILIER DURABLE

**MOBILITES :
TRANSPORTS – SIGNALÉTIQUE -
INFRASTRUCTURES**

**SECURITE - SURETE ET
CONTINUITE D'ACTIVITES**

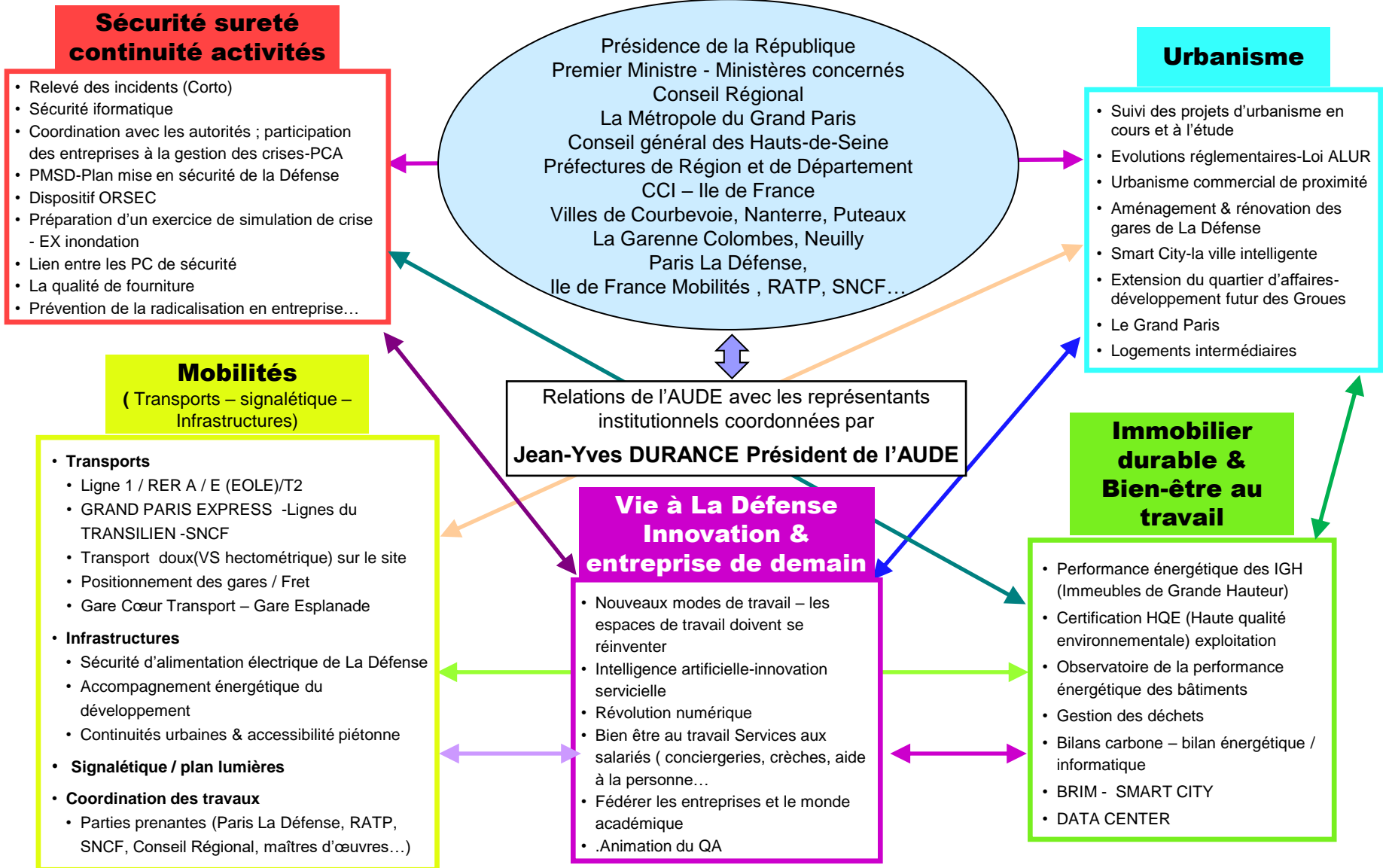
URBANISME

**VIE A LA DEFENSE
INNOVATION & ENTREPRISE
DE DEMAIN**

ADHERER A L'AUDE, C'EST AUSSI DEVELOPPER VOS RESEAUX

- C'est entrer dans **un « cluster », un « noyau dur »** ancré dans un territoire permettant des rapports de proximité entre ses membres et pertinent par rapport au tissu d'entreprises concerné.
- C'est donc accéder, notamment via **ses commissions**, à un véritable « club » d'entreprises, de femmes et d'hommes de haut niveau comme vous, très implantés et impliqués dans la vie de la Défense avec qui vous pouvez échanger vos expériences et relations.
- C'est participer à travers du **Conseil de développement de Paris La Défense** aux grandes orientations de l'établissement public pour l'exercice de ses compétences. Cette instance réunit les représentants des personnes physiques et morales utilisatrices des équipements et espaces publics gérés par l'établissement. L'AUDE dispose de quatre postes.

COMMISSIONS & THÈMES DÉVELOPPÉS



COMMISSIONS 2021

ANNEE 2021	THEME
COMMISSION IMMOBILIER DURABLE	Conditions de transmission du virus-quelles mesures prendre Conseil de la santé publique
COMMISSION MOBILITES	Interventions IDF mobilités - RATP - SNCF Transilien
COMMISSION URBANISME ET VIE A LA DAFENSE	« Boum du travail hybride : challenges et implications »
COMMISSION VIE A LA DEFENSE	Multiusage et réversibilité des espaces - Quelles nouvelles expériences de travail ?
COMMISSION URBANISME	Actualité des projets urbains et orientations d'aménagement pour Paris La Défense/- lancement d'un concours/dispositif d'animation du territoire autour des économies d'énergie
COMMISSION IMMOOBILIER DURABLE	Qualité de l'air des bâtiments - les risques et les solutions
COMMISSION SECURITE -SURETE	La sécurité de l'information - Nouveaux modes de travail
COMMISSION VIE A LA DEFENSE	Crise covid 19 - Quels changements dans les aménagements immobiliers nouveaux modes de travail
COMMISSION IMMOBILIER DURABLE	EnR - Intervention de Paris La Défense
COMMISSION SECURITE SURETE ET CONTINUE ACTIVITES	Le fait religieux en entreprise - retour expérience
COMMISSION URBANISME	Bâtiment à énergie positive
COMMISSION IMMOBILIER DURABLE	Construction durable et solutions bas carbone
COMMISSION SECURITE SURETE ET CONTINUE ACTIVITES	Evolutions technologiques actuelles et à venir- en sûreté et sécurité incendie
COMMISSION SECURITE SURETE ET CONTINUE ACTIVITES	Loi ESSOC
COMMISSION VIE A LA DEFENSE	Capteurs et mesure des taux d'occupation des immeubles

LES DEFIS A RELEVER POUR RECONFORTER SON ATTRACTIVITE

- Rénover les infrastructures (dalles, sous-dalles, tunnels)
- Assurer une offre de qualité en termes de services et d'aménités urbaines
- Faire de La Défense une « ville intelligente » et un quartier à vivre
- S'ouvrir à l'extérieur pour poursuivre son développement et « faire ville » pour offrir un maximum d'attractivité (ex. les jardins de l'arche vers l'Arena, nouveaux logements aux Groues, transformation du boulevard de La Défense en boulevard urbain).
- Renforcer les connexions transports (RER E – Eole) et notamment penser son positionnement en lien avec les aéroports et les autres quartiers d'affaires d'Ile-de-France.
- Engager la transition énergétique en rénovant les tours existantes.

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE POUR UNE AMBITION INTERNATIONALE



- **Un établissement unique pour conduire les projets urbains.** La nouvelle structure Paris La Défense est désormais chargée de la gestion, l'aménagement et la promotion du quartier d'affaires, après la fusion de Defacto (le gestionnaire) et l'Epadesa (l'aménageur).
- Une simplification qui répond à un enjeu prioritaire de remise à niveau des infrastructures, passant par la rénovation et le renouvellement de certains ouvrages et espaces publics du quartier d'affaires.
- Les collectivités locales concernées par le territoire sont désormais majoritaires au conseil d'administration du nouvel établissement.
- En contrepartie, le Département des Hauts-de-Seine, les villes de Puteaux, Courbevoie, Nanterre, Paris, la Métropole du Grand Paris, la Région vont devoir investir plus de 360 millions d'Euros pour la remise à niveau des infrastructures publiques sur 10 ans.
- L'enjeu : Réaffirmer l'attractivité internationale du site tout en améliorant la qualité du site, la sécurité et la vie quotidienne des usagers et des habitants pour **faire de ce territoire un véritable lieu de vie.**

UNE GOUVERNANCE AU TRAVERS DE DEUX INSTANCES

- **Un conseil d'administration de Paris La Défense** qui est composé de 15 membres :
 - 9 du conseil départemental des Hauts-de-Seine,
 - 6 répartis entre les communes de Courbevoie, Nanterre, Puteaux et Paris, la Région Île-de-France, la Métropole du Grand Paris
 - 2 personnes qualifiées désignées pas l'Etat.

- **Un conseil de développement (codev)** qui réunit les représentants des personnes physiques et morales utilisatrices des équipements et des espaces publics gérés par Paris La Défense.

Jean-Yves DURANCE – président de l'AUDE a été élu à l'unanimité président du codev en novembre 2018 pour un mandat de six ans.

- Une **concentration unique de leaders** et de centres de décisions
- La **porte d'entrée internationale** du Grand Paris et le premier quartier d'affaires européen
- Un **parc immobilier constamment rénové**, flexible et durable, positionné dans une dynamique territoriale, étroitement liée au tissu économique et urbain qui l'entourne
- Un **pôle** hyper central et **connecté**, au cœur des investissements du Grand Paris
- Un **bassin de talents**, appuyé par un pôle d'enseignement et de formation de 1^{er} plan
- Un **bilan économique** d'implantation **maîtrisé** pour les entreprises
- Une des **plus grandes destinations commerciales d'Europe** - Quatre temps et CNIT 100 000 m² de commerces
- Une **zone touristique** avec plus de 8 millions de visiteurs / an

- 4^{ème} quartier mondial
- 180 000 salariés
- 3.5M de m² de bureaux dont plus de 70 tours dont 10 000 m² d'espaces de coworking
- 564 ha dont 31 ha de dalle piétonne avec 69 œuvres d'art
- 500 entreprises dont 41 d'origine étrangère, 75 % de sièges sociaux et 15 entreprises du Fortune 500
- 5 lignes de transport
- 8.4 millions de touristes

SYNTHESE DES COMMISSION 2020

Synthèse des travaux en commission sur l'année 2020

➤ Immobilier durable

- La pollution de l'air intérieur, longtemps négligée, est devenue une préoccupation essentielle dont les enjeux sont à la fois sanitaires et économiques. Il s'agit d'une pollution complexe qui se caractérise par un cocktail de polluants dont les sources sont multiples.
- La QAI est une composante essentielle de la santé et du bien-être au travail. Dans les immeubles de bureaux, en présence de sources de pollution, certains occupants peuvent ressentir un mal être, « le Sick Building Syndrom ». Les salariés de travail (CHSCT) désormais intégrés à ces enjeux.
- Des campagnes régulières de contrôle-ventilation, d'anticiper les dysfonctionnements.

➤ Mobilités – transports – signalétique et infrastructures

- Des échanges réguliers ont eu lieu avec IDF mobilités et les transporteurs pour faire passer les bonnes pratiques et permettre une meilleure gestion des flux par un lissage des heures de pointe. Certaines entreprises ont des sites dans Paris intra-muros, et leurs salariés reviennent beaucoup plus facilement, souvent sans utiliser les transports en commun.
- Une forte retenue est encore observée en mars 2021, pour prendre les transports en commun. Les messages inquiétants sur les conditions sanitaires, la gestion des flux complexes dans les gares et sur certaines lignes, la distanciation difficilement réalisable dans les transports, le port du masque pas toujours bien respecté, sont autant de freins retardant une utilisation plus forte.
- Sur le quartier d'affaires de La Défense, l'usage des transports collectifs a très fortement diminué pour les déplacements domicile-travail. Les cadres dont les emplois permettent le télétravail sont essentiellement affectés (- 45 %). Ce sont également ceux qui ont le plus repris la voiture au détriment des transports collectifs. Le vélo capte une petite part de ces déplacements. Les télétravailleurs gagnent 3 h / jour correspondant au temps passé à se déplacer pour aller travailler.
- Globalement la crise sanitaire ravive les craintes vis-à-vis des transports en commun et de leur environnement perçu comme plus risqué en termes de contagion. L'impact à moyen terme reste incertain. Un report vers les modes doux (marche, vélo) est une solution à promouvoir pour sans doute ancrer de nouveaux comportements.
- Les pouvoirs publics commencent à tirer quelques enseignements de cette crise sur les impacts les plus saillants pouvant influencer la demande de mobilité et modifier les besoins de déplacements. La situation financière devient fragile et certaines lignes RATP et SNCF Transilien voient leur offre de service très diminuée aux heures creuses de la journée. L'AUDE a indiqué que cette situation était très pénalisante pour les collaborateurs qui même en télétravail doivent se déplacer pour une réunion extérieure en présentiel en milieu de journée.

SYNTHESE DES COMMISSION 2020

➤ Sécurité – sûreté et continuité d'activités

- Les PCA étaient suffisamment bien construits, robustes pour pouvoir s'adapter et engager une transition agile et réactive
- Avec la crise Covid, l'obligation de moyen est renforcée. L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la santé physique et mentale des travailleurs. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, des actions de d'information et de formation, la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés, et il doit veiller à « l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ».
- Il faut réorganiser l'activité dans les locaux en prenant en compte toutes les préconisations édictées par le gouvernement : rotation des horaires pour limiter la présence simultanée des salariés dans un même espace, réorganisation des flux de personnes dans l'entreprise, ainsi que dans les espaces étroits comme les ascenseurs, limitation stricte des réunions en présentiel et du nombre de participants,
- L'obligation de mettre à jour son DUER (docu a été rappelée : nécessité de prendre en comp- du CSE qui s'avère indispensable
- Plus que jamais, pendant toute cette crise sanit de l'entreprise et l'ensemble des membres des ont été étroitement associés aux dispositions reprise d'activité.

➤ Commission urbanisme

2021 sera une année charnière, marquée à la fois par un besoin de « réduction des coûts immobiliers » et « d'hybridation des modes de travail ». Le passage en mode « *action* » pourrait alors alimenter le volume des transactions. Celui-ci, estimé à 1,3 million de mètres carrés en 2020 – un point bas sur les 20 dernières années – pourrait rebondir à « *1,7 million de mètres carrés* » cette année. C'est évidemment en partie en fonction de la manière dont les entreprises vont pérenniser, ou non, le télétravail, que dépendront les évolutions à venir.

- Une réduction du nombre de postes de travail ne se répercute pas de manière symétrique sur les surfaces occupées par les entreprises.

Plusieurs critères entrent en ligne de compte selon trois scénarii envisagés :

- Un scénario « *si la crise n'avait pas eu lieu* »,
- Un scénario « *accélération de la transformation des modes de travail* »,
- Un scénario « *le monde d'après en rupture* »

qui variabilisent notamment le nombre de jours de télétravail mis en place par les entreprises – de 1 jour à 2,2 jours par semaine (Moyenne 2,7 en Europe)

L'impact déflationniste, quelle que soit son ampleur finale, prendra du temps. Celui-ci commence, pour les entreprises, par **définir puis implémenter leurs nouvelles stratégies d'organisation du**

SYNTHESE DES COMMISSION 2020

➤ Vie à La Défense – innovation et entreprise de demain

- 2 acteurs essentiels ont immédiatement géré la crise dès mars 2020 :
 - o Les dirigeants d'entreprise et leur entourage direct qui se sont impliqués immédiatement en mettant en place les directives gouvernementales et les compensations salariales données aux salariés. Les organisations syndicales ont été étroitement associées à toutes les discussions de gestion de crise.
 - o Avec eux, ceux qui ont réellement géré la crise sur le terrain, souvent les « oubliés du management », c'est-à-dire l'encadrement de proximité, qui agit directement sur les taux d'occupation des immeubles et sur la logistique d'accueil en présentiel, ou l'organisation du télétravail. Ils se sont vus confier deux missions : la continuation de l'activité dans de bonnes conditions et la prise en charge des personnes fragiles (s'adapter au confinement vs incapacité de télétravailler pour des raisons familiales ou psychologiques).
- Pour arriver à assurer cette continuation de l'activité, le management de proximité a pratiqué « la désobéissance organisationnelle », et a dû s'autonomiser de manière forte sans pour autant suivre les anciens process, la bureaucratie et les règles internes etc... émanant des fonctions supports. Pendant toute cette période de confinement, on a très peu vu l'encadrement intermédiaire qui est resté absent des décisions dans la gestion de la crise.
- La question se pose de savoir si nous allons garder cette autonomie de l'encadrement de proximité après la crise ? Le risque d'arrêt et de leur réelle utilité par rapport à leur présence physique.
- Les modes de travail sont en train de changer. Il faut renforcer et influencer les organisations pour tirer les conséquences structurelles de la crise à La Défense.
 - Un équilibre doit être trouvé entre télétravail et activités au bureau qui sont complémentaires. La flexibilité et l'agilité de l'entreprise seront la clé. Ces nouvelles organisations reposeront sur la confiance, l'autonomie, la responsabilité mais aussi l'autorité sans autoritarisme. Il faudra pour l'entreprise faire venir les salariés dans des conditions optimales de sécurité et de bien-être au travail.
 - Le retour d'expérience de cette crise sera très progressif. Il est à ce stade difficile de tirer des conséquences immédiates. Le télétravail du côté des dirigeants n'est plus considéré comme peu efficace. Il a fonctionné. Les études disent que les gens ont envie de continuer à en faire. Moins de salariés sur place, c'est aussi sans doute un changement de visage et d'usages, pour le quartier d'affaires de La Défense.